

Délibération n° 2019-02-12/16

Objet : Indemnisation des congés payés

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Considérant les principes issus de jurisprudences européennes de 2009 et 2012, complétés par la reconnaissance du droit, pour un fonctionnaire mis à la retraite sans avoir pu prendre ses congés du fait de la maladie, d'un droit à indemnisation (CJUE C-337/10 du 3 mai 2012) ;

Le droit à indemnisation posé par cette décision prime sur le droit national et notamment le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 qui n'organise aucune indemnisation. Un fonctionnaire territorial qui part à la retraite à l'issue d'un congé pour indisponibilité physique, congé qui ne lui a pas permis de prendre tout ou partie de ses congés reportés et en cours, doit être indemnisé.

Ce droit posé par la jurisprudence européenne précitée, a fait l'objet d'une première application par le Tribunal administratif d'Orléans (N°1201232 du 21 janvier 2014).

Ce droit à indemnisation s'exerce dans le respect des limites suivantes :

- une indemnisation théorique maximale fixée à 20 jours par année civile (et non 25 jours), une période de report admissible (pour les congés dus au titre des années écoulées), limitée à 15 mois.

La seule disposition qui organise l'indemnisation des congés annuels non pris, est celle de l'article 5 du décret N°88-145 du 15 février 1988, qui pour les agents non titulaires de droit public de la FPT, indique :

- cette indemnité est proportionnelle au nombre de jours dus et non pris, lorsque seule une partie des congés annuels a pu être prise,
- cette indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période des congés annuels dus et non pris,
- cette indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Par arrêté n° RH 2018-332 du 26 octobre 2018 et conformément à la notification de la Caisse des dépôts en date du 10 octobre 2018, Madame Claudine CHARASSE, adjoint administratif principal de 1ère classe dans la collectivité, a reçu un avis favorable à la retraite pour invalidité avec une radiation des cadres effective au 1^{er} juillet 2018.

La collectivité a été destinataire, par courrier du 29 novembre 2018, d'une demande de recours gracieux transmise par le Conseil de Madame Claudine CHARASSE, relative à l'indemnisation compensatrice des congés payés non pris au motif des arrêts de travail pour maladie ordinaire.

L'indemnité est calculée comme suit :

PERIODE DE CONGES	PRORATISATION		
	NOMBRE DE JOURS	OBSERVATIONS	
2018	12,5	6/12ème	
2017	20	12/12ème	2017 : 20 jours maxi - période totale : 15 mois
2016	5	3/12ème	
TOTAL JOURS	37,5		

PERIODE DE CONGES	SALAIRE BRUT	1/10ème (indemnité annuelle ETP)	PRORATISATION AU NOMBRE DE JOURS
2018	6 876,56 €	687,66 €	343,83 €
2017	15 705,75 €	1 570,58 €	1 256,46 €
2016	23 399,38 €	2 339,94 €	467,99 €
TOTAL INDEMNITÉ BRUTE			2 068,28 €

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✚ Autoriser le Maire à signer les actes relatifs à la régularisation de ces congés payés,
- ✚ Dire que la dépense sera inscrite au budget primitif 2019 de la commune au chapitre 012.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 12 février 2019

Le Maire

Jean-Pierre RICO

